En mouvement

OCTOBRE 2026 | ANALYSES ET ACTUALITÉS DE L'ASSEMBLÉE INTERNATIONALE DES PEUPLES

Le monde appartient toujours aux peuples

Chers camarades, salutations internationalistes ! Bienvenue dans ce nouveau numéro de la **lettre d'information In Movement** de l'Assemblée internationale des peuples (IPA).

À Cuba, la vie quotidienne est devenue une lutte pour la survie. Alors que les États-Unis renforcent leur blocus et assiègent l'approvisionnement en carburant de l'île, tout un peuple est poussé au bord du gouffre et subit ce qui s'apparente à un génocide silencieux.

Derrière chaque coupure de courant, on retrouve une famille : une mère attendant un examen médical qui n'aura peut-être jamais lieu, un enfant dans l'espoir d'une opération ou de médicaments ne pouvant entrer dans le pays, des médecins et des infirmières travaillant dans le noir, et des enseignants maintenant tant bien que mal leurs classes ouvertes, simplement car ils estiment que chaque enfant mérite d'apprendre.

Pour autant, cette souffrance n'est pas le résultat d'une catastrophe naturelle. Elle résulte d'une longue politique, menée depuis six décennies, qui vise à briser le peuple cubain en le coupant du commerce, du crédit, du carburant et des approvisionnements, une politique dont les effets sont aujourd'hui plus sévères que jamais. Les mesures se sont accumulées au fil des ans : la loi Helms-Burton de 1996 et l'activation de son titre III en 2019, le reclassement de Cuba parmi les États soutenant le terrorisme, l'état d'urgence national de janvier 2026, les droits de douane sanctionnant les pays qui fournissent du pétrole à Cuba, et le décret présidentiel n° 14404 de mai 2026, qui étend le blocus au-delà des frontières américaines et impose l'équivalent une privation de carburant.



À plusieurs reprises cette année, les ambassadeurs cubains ont tiré la sonnette d'alarme. En juin, l'ambassadeur Luis Mariano Fernández a mis en garde contre une escalade de la guerre menée par les États-Unis contre l'île, alors que Washington annonçait de nouvelles sanctions à l'encontre du président cubain et de sa famille. Le mois suivant, Washington inculpait purement et simplement Raúl Castro, une décision que La Havane avait qualifiée de prétexte à l'agression et que la Chine avait condamnée comme une violation de la souveraineté cubaine. En août, alors que le blocus pétrolier durait depuis six mois, les observateurs avertissaient déjà que la priorité immédiate était d'empêcher une catastrophe humanitaire et que Cuba avait besoin d'un système énergétique dont elle ne puisse pas être coupée. En septembre, le groupe des BRICS, à l'occasion de son vingtième anniversaire, s'est joint à l'appel en faveur de la levée du blocus.

Cette campagne d'agression s'inscrit dans une longue tradition historique au cours de laquelle Washington a cherché à mettre l'île sous sa coupe et à l'utiliser au service de ses objectifs économiques et politiques dans toute la région. Ce que Washington juge intolérable, c'est l'engagement de Cuba à servir son peuple et à défendre sa souveraineté — précisément ce que ces mesures visent à détruire. Cet engagement ne s'est jamais limité aux côtes cubaines : même assiégée, Cuba a continué à partager ce qu'elle possède, et ses médecins ont soigné des personnes partout dans le monde, souvent là où personne d'autre ne voulait se rendre.

Le moment de vérité est arrivé cette semaine. Les 27 et 28 octobre, l'Assemblée générale des Nations unies a voté, pour la 34e année consécutive, sur la résolution présentée pour la première fois par Cuba en 1992, qui exige la fin du blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis à l'île. La résolution a été adoptée par 130 voix contre 17, avec 25 abstentions. Bruno Rodríguez Parrilla a accusé Washington de menacer les gouvernements qui voteraient en faveur de la résolution de sanctions douanières, de refus de visas et de suspension de l'aide. La veille du vote, il s'est opposé à Waltz dans l'hémicycle de l'Assemblée, obligeant le président de séance à suspendre brièvement les débats. Le vote n'est pas juridiquement contraignant, mais il a néanmoins été adopté à une large majorité.

Le vote de 2026 a mis en évidence l'intensification de l'offensive impérialiste contre Cuba et sa Révolution. Celle-ci combine la pression diplomatique directe de Washington et l'alignement croissant des forces de droite et d'extrême droite à travers l'Amérique latine. Bien que 130 pays aient une nouvelle fois voté pour exiger la fin du blocus, le soutien a fortement diminué par rapport à 2025, année où 165 pays avaient voté pour, sept contre et 12 s'étaient abstenus. En Amérique latine, des gouvernements alignés sur l'administration Trump se sont joints à cette offensive : l'Argentine, le Paraguay, l'Équateur et le Costa Rica figuraient parmi les pays ayant voté contre la résolution, reflétant la progression régionale des forces qui alignent leur politique étrangère sur l'agenda de Washington. La campagne de pression a également conduit plusieurs pays à rompre avec leurs positions de longue date : pour la première fois en 34 ans, l'Allemagne et l'Italie se sont abstenues lors du vote. La Bosnie, la Colombie, la Lituanie, le Maroc, la Macédoine du Nord, le Paraguay et la Slovénie figurent parmi les États membres ayant voté « non » — pour la plupart, une première.

Ces revirements se sont produits dans le contexte d'une campagne agressive menée par l'administration Trump pour contraindre les gouvernements par la pression diplomatique, les menaces de représailles économiques et l'instrumentalisation de la puissance américaine. Il ne s'agit pas d'un différend diplomatique isolé, mais d'un élément d'une stratégie impérialiste plus large visant à isoler Cuba sur la scène internationale, à porter atteinte à sa souveraineté, à affaiblir son projet socialiste et à imposer un changement politique sur l'île. Alors que la grande majorité des pays continue de rejeter le blocus, le vote de 2026 montre comment l'impérialisme cherche à étendre son emprise en faisant pression sur les gouvernements et en mobilisant ses alliés politiques. Il menace ainsi le multilatéralisme et le droit des peuples à déterminer leur propre avenir.

Pourtant, ce vote s'inscrit dans une histoire bien plus longue. Une recherche rapide permet de recenser environ 3 900 cas où les États-Unis ont voté contre la grande majorité des États membres de l'ONU. Qu'il s'agisse de s'opposer à des résolutions contre le colonialisme et l'apartheid ou de rejeter les appels en faveur des droits des Palestiniens, de la souveraineté nationale, de la non-ingérence dans les processus électoraux et de la fin des mesures coercitives unilatérales, Washington s'est à maintes reprises opposé à la volonté collective des peuples du monde. Le cas de Cuba ne fait pas exception : depuis 34 années consécutives, les États-Unis votent contre la levée de leur blocus criminel et génocidaire contre l'île. Ce bilan met en évidence la contradiction entre les prétentions de Washington à défendre la démocratie et son mépris persistant pour la souveraineté et l'autodétermination des nations.

L'Assemblée internationale des peuples défend la souveraineté cubaine et condamne le blocus américain, qui vise à saboter le droit du peuple cubain à l'autodétermination.

Nous appelons les peuples et les organisations du monde entier à s'exprimer, à agir en solidarité et à exiger la fin du blocus, quelles que soient les pressions exercées par Washington sur les votants.

Ce n'est pas Cuba qui constitue une menace, mais le blocus.

Actualités



« Hands Off Asia : un appel des peuples à la souveraineté et à la solidarité »

L'Assemblée internationale des peuples (IPA) Asie a publié l'ouvrage *Hands Off Asia : un appel des peuples à la souveraineté et à la solidarité*. Celui-ci rassemble les débats, les discours et la Déclaration de Colombo issus d'une conférence tenue au Sri Lanka en juillet 2026, à laquelle ont participé des représentants de 17 pays et de 46 organisations. Cette publication analyse les nombreuses formes de l'impérialisme en Asie, notamment la militarisation, les sanctions, l'endettement et la domination culturelle. Dans le cadre de la campagne « Hands Off Asia », l'ouvrage plaide en faveur de la souveraineté des peuples, du retrait des bases militaires étrangères et de la construction d'alternatives souveraines et socialistes, tout en renforçant la solidarité internationaliste.



Solidarité avec la jeunesse indienne et le Parti communiste indien (marxiste)

L'Assemblée internationale des peuples exprime sa solidarité avec la jeunesse indienne ainsi qu'avec les forces de gauche et progressistes qui protestent contre les modifications apportées aux listes électorales, lesquelles excluent des millions d'électeurs, et contre la répression des manifestants. L'organisation condamne les arrestations de dirigeants politiques et exige la fin de la répression, le respect des droits constitutionnels ainsi que la mise en place d'une commission électorale indépendante et impartiale. La déclaration souligne également le lien entre les luttes de la jeunesse en Inde, au Brésil, en France et en Espagne, réaffirmant l'importance de la solidarité internationale pour la défense de la démocratie, de la dignité et de la justice sociale. Lire la déclaration dans son intégralité



Libérez les « Sumud Four »

Depuis mars, les autorités tunisiennes maintiennent en détention provisoire quatre organisateurs de la « Global Sumud Flotilla », le convoi civil qui cherchait à briser le blocus israélien et à acheminer de l'aide à Gaza. Ils sont poursuivis pour de prétendues irrégularités financières liées à la collecte de fonds de la flottille. En septembre, un tribunal tunisien a prolongé leur détention de quatre mois

supplémentaires, ce qui a déclenché des manifestations à Tunis le 19 septembre ainsi que des actions de solidarité à l'étranger sous la bannière des « quatre de Sumud ». L'un des organisateurs détenus est en grève de la faim depuis plus d'un mois, et ses soutiens signalent que son état de santé se détériore. L'Assemblée internationale des peuples se joint à l'appel en faveur de leur libération immédiate. En savoir plus

Attention, ils sont en train de supprimer la démocratie : arrêtons-les

Potere al Popolo !, parti de la coalition de gauche italienne, a averti que la nouvelle loi électorale du gouvernement Meloni permettrait d'accorder une majorité gouvernementale à un parti incapable de l'obtenir dans les urnes. Elle exigerait également 450 000 signatures pour présenter des listes indépendantes, un obstacle qui, selon le parti, vise à le réduire au silence, ainsi que le reste de l'opposition véritablement démocratique en Italie. Potere al Popolo ! a établi un lien entre cette loi et un virage autoritaire plus large : les sanctions américaines contre les organisations antifascistes, une loi « contre l'antisémitisme » qui, selon lui, vise les militants pro-palestiniens, l'extension des décrets sécuritaires et la censure justifiée par la « guerre hybride », parallèlement au réarmement de l'Italie, aux engagements envers l'OTAN et à l'austérité européenne. Le parti, qui qualifie également la guerre menée par Israël contre Gaza de génocide, appelle la société civile et toutes les organisations démocratiques à se mobiliser contre cette loi. En savoir plus.

Féministes anti-impérialistes, soutenez Cilia !

Neuf mois après l'invasion du Venezuela par les forces américaines et l'enlèvement du président Nicolás Maduro et de la première dame, Cilia Flores, un tribunal fédéral américain du district sud de New York a rejeté, le 8 octobre, la demande d'assignation à résidence de Mme Flores. Il a ordonné son maintien au Metropolitan Detention Center de Brooklyn en invoquant un risque de fuite. Des organisations féministes, populaires et anti-impérialistes indiquent que son état de santé s'est détérioré pendant sa détention : perte de 11 kg, épisodes de tachycardie ventriculaire et de douleurs thoraciques sévères, perte de deux molaires et prise quotidienne de quatre médicaments. La déclaration exige la libération immédiate et inconditionnelle de Cilia Flores et de Nicolás Maduro, ainsi que des soins médicaux d'urgence. Elle appelle également à la fin des sanctions et du déploiement militaire étranger dans la région, à ce que les responsables des assassinats politiques et des persécutions judiciaires

rendent des comptes, ainsi qu'à la mise en place d'un réseau de solidarité féministe fondé sur l'entraide transfrontalière et l'autodéfense communautaire. En savoir plus

Les Coréens soutiennent Cuba

Le 24 octobre, l'International Strategy Center (ISC) a organisé un événement de solidarité avec Cuba à Séoul. Les participants ont discuté de la crise actuelle à laquelle l'île est confrontée sous le blocus américain et ont renforcé la solidarité de la Corée avec Cuba. L'ISC prévoit d'organiser prochainement d'autres événements de solidarité avec l'île. En savoir plus

En solidarité

Mobilisons-nous pour la Palestine, mobilisons-nous pour les prisonniers politiques.



Partout en Cisjordanie, ces derniers mois ont été marqués par un blocus militaire total et une vague d'attaques perpétrées par des colons contre des agriculteurs palestiniens, des journalistes, des diplomates et des volontaires internationaux pendant la récolte des olives. Tout cela est indissociable de ce qui se passe à l'intérieur des prisons sionistes.

L'emprisonnement massif des Palestiniens n'est pas une mesure d'application de la loi, mais une stratégie délibérée visant à démanteler l'organisation politique palestinienne. Des dirigeants tels que Marwan Barghouti et Ahmad Sa'adat sont détenus afin de rompre le lien entre les mouvements populaires et la direction nationale. La détention administrative maintient la vie politique dans

une insécurité permanente ; même l'adhésion à un syndicat, le militantisme étudiant et la prise de parole en public peuvent être qualifiés de « menaces pour la sécurité ».

« Le système pénitentiaire israélien », a écrit l'IPA, « est l'une des armes les plus sophistiquées du sionisme », et le message qu'il véhicule est sans équivoque : la participation politique palestinienne elle-même est illégale.
Le 29 novembre, le monde célèbre la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, une date fixée par les Nations unies en 1977. Depuis lors, cette journée est devenue, à l'échelle mondiale, l'occasion pour les opposants au colonialisme, à l'impérialisme et au sionisme de réaffirmer le droit du peuple palestinien à sa terre, au retour des personnes déplacées et à un État indépendant et démocratique. Elle permet également de condamner les crimes de l'occupation, notamment les détentions massives et la confiscation des terres et des logements.

L'Assemblée internationale des peuples appelle les organisations affiliées et tous les mouvements populaires à se mobiliser pour la Palestine :

• organiser des actions publiques et publier des déclarations citant nommément les prisonniers palestiniens et exigeant leur libération ;
• mener des campagnes actives de boycott contre la normalisation ;
• faire en sorte que la cause du mouvement des prisonniers soit indissociable de la revendication plus large de mettre fin à l'occupation.

La cause palestinienne n'a pas besoin de notre pitié. Elle a besoin de nous dans la rue.

Nouvelles



La production céréalière atteint un niveau historique : le Burkina Faso en quête de souveraineté alimentaire

Les politiques d'autosuffisance alimentaire du Burkina Faso ont porté la production céréalière à 124 % des besoins nationaux, en amont d'un plan 2026-2028 plus ambitieux visant à consolider ces acquis.



Les femmes palestiniennes sont une source de force pour notre lutte pour la liberté

Des membres de la Marche mondiale des femmes en Palestine décrivent les réalités de la survie quotidienne et de la résistance sous l'occupation.
Lire la suite



Israël considéré comme la principale « source d'insécurité et d'instabilité » en Asie lors de la conférence de Bakou

Lire la suite

Des délégations de plus d'une douzaine de pays ont quitté une conférence régionale à Bakou lorsque le président israélien Isaac Herzog a pris la parole.
Lire la suite



Je suis criblé de dettes en début de mois : survivre jusqu'à mon prochain salaire

Les ménages argentins sont à court d'argent avant la fin du mois : 4,9 millions d'entre eux ont désormais recours à leur épargne, à des emprunts ou à la vente de leurs biens pour couvrir leurs dépenses. Au total, 91,7 % des ménages sont endettés et 61 % des dépenses par carte bancaire sont consacrées à l'alimentation.
Lire la suite



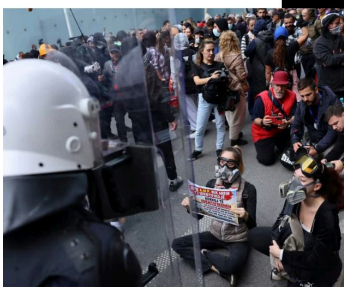
Lula réélu, battant Flávio Bolsonaro dans un revirement historique

Lula a battu le sénateur Flávio Bolsonaro lors du second tour du 25 octobre, avec 51,76% des voix contre 48,24 %. Il devient ainsi le premier candidat, depuis le retour du Brésil aux élections directes en 1989, à avoir été devancé au premier tour puis à remporter le second.
En savoir plus



La « Liste des étudiants » bat le Parti progressiste serbe de Vučić

Deux années de manifestations menées par les étudiants contre l'effondrement de la verrière de la gare de Novi Sad, lié à des affaires de corruption, ont abouti, le 25 octobre, à la victoire électorale de la « Liste des étudiants ». Celle-ci a remporté 53 % des voix, mettant fin aux 12 années de pouvoir d'Aleksandar Vučić.
En savoir plus



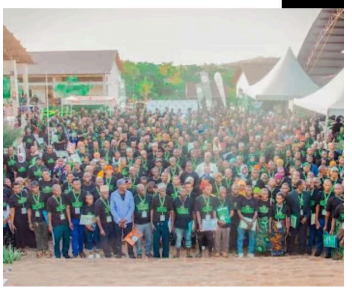
Les manifestations en Albanie ne montrent aucun signe d'essoufflement

La « Révolution des flamants roses », menée en Albanie contre les projets touristiques d'élite et la corruption, est entrée dans son sixième mois. Les étudiants ont intensifié leurs actions depuis la mi-octobre, après qu'une partie du bâtiment du ministère de l'Éducation a pris feu lors d'une manifestation. Les manifestants ont rejeté l'offre de dialogue du Premier ministre Edi Rama et exigent sa démission.



Interdiction des manifestations et instauration d'un couvre-feu à la veille d'une mobilisation de grande ampleur en France

Après la mobilisation de quelque 800 000 personnes dans tout le pays le 17 octobre contre l'austérité, le gouvernement français a interdit les manifestations de suivi dans dix villes et annoncé le déploiement de forces de l'ordre pour « surveiller » les rassemblements. Seules les



Les petits agriculteurs tanzaniens tracent leur voie à Morogoro

L'assemblée générale annuelle de MVIWATA, qui a réuni 850 délégués à Morogoro, a abordé les saisies de terres, les intermédiaires exploiteurs dits « agriculteurs fantômes » et les contrats carbone opaques. Elle a décidé de poursuivre les actions en justice concernant les litiges fonciers et de créer une banque de semences indigènes.
En savoir plus

En savoir plus

marches organisées par les syndicats ont été autorisées.
En savoir plus

Analysis et alertes

Les minéraux stratégiques au coeur du « corollaire Trump »

La volonté de Washington de contrôler les richesses minérales de l'hémisphère occidental constitue une nouvelle forme de subordination impériale, inscrite dans le « corollaire de Trump » à la doctrine Monroe. L'Amérique latine n'a raffiné qu'un cinquième des minéraux énergétiques qu'elle a extraits en 2025, tandis que la Chine raffine plus de neuf dixièmes du gallium, du graphite et du manganèse mondiaux. Le véritable goulot d'étranglement n'est pas la géologie, mais le contrôle du raffinage, des brevets et des marchés. Lire la suite

La violence d'Israël contre la Palestine survit au cessez-le-feu

Un an après le cessez-le-feu à Gaza, Tricontinental décrit les bombardements, la destruction des infrastructures et l'étranglement financier comme « des fronts interconnectés d'une même offensive ». Près de neuf dixièmes des infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement de Gaza ont été détruites, le PIB réel par habitant s'élève à 212 dollars et plus de neuf dixièmes de la population en âge de travailler sont au chômage. Lire la suite

Au-delà de la polarité : pour une théorie marxiste de l'ordre mondial

Le nouveau dossier de Tricontinental explique que le décompte des États puissants et le discours sur l'unipolarité ou la multipolarité ne suffisent pas à comprendre comment le pouvoir est réellement produit. La véritable question est de savoir « où les relations impériales sont les plus vulnérables à la rupture ». Les États-Unis conservent leur pouvoir structurel grâce au dollar, à leurs bases militaires et à leurs institutions juridiques, même si la Chine, la Russie et d'autres pays élargissent leur marge de manœuvre. Lire la suite



Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous avez reçu cet e-mail car vous êtes abonné(e) à notre newsletter.

Se désabonner